LLAMADO URGENTE - 1 de agosto de 2022

**GUINEA**

**Hay que liberar a los militantes del FNDC Oumar Sylla y Ibrahima Diallo**

Hay que poner fin inmediatamente a la represión sistemática de los defensores de los derechos humanos en Guinea. El 30 de julio de 2022, **Oumar Sylla** y **Ibrahima Diallo** fueron detenidos por la junta militar que se halla actualmente en el poder en Guinea. Oumar Sylla, alias Foniké Menguè, coordinador del Frente Nacional para la Defensa de la Constitución (FNDC) y coordinador adjunto de Tournons La Page Guinea (TLP-Guinea), fue detenido en su domicilio hacia las 1h40 de la mañana. Ibrahima Diallo, coordinador de TLP-Guinea y responsable de las operaciones del FNDC, fue igualmente detenido hacia las 18h en su domicilio. Los dos militantes fueron detenidos separadamente de forma violenta por militares y gendarmes encapuchados fuertemente armados, y llevados después a un destino desconocido. El FNDC no ha dudado a calificar estas detenciones de secuestro. Durante todo el día, la familia de Oumar Sylla no estuvo informada de donde se hallaba. No fue hasta la tarde que se informó que estaba detenido el alto mando de la gendarmería, donde enseguida lo reunieron con Ibrahima Diallo, detenido por la tarde. Estas detenciones, a más de ser arbitrarias, son absolutamente ilegales, particularmente la de Oumar Sylla hecha fuera de los horarios autorizados por la ley guineana para cualquier detención. En efecto, la ley guineana prohíbe toda detención en el domicilio entre 21h y 6h de la mañana.

Ha sido la segunda vez que en el mes de julio Oumar Sylla ha sido detenido. Ya el día 5 fue interpelado mientras animaba una conferencia de prensa. Dos otros activistas, Billo Bah (TLP-Guinea) y Djanii Alpha (FNDC), fueron forzados a ir con él a la dirección central de la policía judicial (DCPJ). El tribunal de primera instancia de Dixinn los dejó libres el 8 de julio. Las movilizaciones ciudadanas exigiendo su liberación contribuyeron a ello sin ninguna duda.

Estas detenciones y persecuciones judiciales tienen lugar desde que las violencias han aparecido de nuevo en Conakry, después de la prohibición por las autoridades de una serie de concentraciones organizadas por el FNDC a partir del 23 de junio para denunciar la gestión unilateral de la transición por la junta militar. En ocasión de la última concentración del 28 de julio, las fuerzas del orden informaron de 12 heridos en sus filas y la interpelación de 85 personas. Según el FNDC, cuatro personas murieron y muchas otras fueron heridas de bala, 5 de las cuales se hallan actualmente en situación crítica. La violenta represión del régimen tiene como objetivo hacer callar a cualquier voz discordante y desanimar los ciudadanos a movilizarse.

Estas nuevas detenciones son un golpe duro a la libertad de concentración pacífica y a la libertad de expresión en Guinea. Nuestras organizaciones recuerdan que la prohibición de todas las concentraciones anunciada el 13 de mayo de 2022 por el Comité Nacional de la Concentración para el Desarrollo (CNRD) «*hasta los períodos de campañas electorales*» es contraria al derecho internacional, especialmente al Pacto Internacional relativo a los Derechos Civiles y Políticos y a la Carta Africana de los Derechos del Hombre y de los Pueblos, firmados por Guinea. También contradice igualmente la Carta de la Transición querida por el CNRD y firmada el 27 de setiembre de 2021 por el jefe del Estado, ya que su artículo 34 estipula que «*las libertades de asociación, de reunión, de prensa y de publicación están garantizadas*».

Después de estos hechos, el FNDC se reunió con el Presidente en ejercicio de la Conferencia de los Jefes de Estado de la CEDEAO, Su Excelencia Umaro Sisoco Embalo, el 29 de julio. El FNDC accedió entonces a la petición de la CEDEAO de suspender las manifestaciones durante una semana, a fin de permitir una salida favorable a la salida de esta crisis a través de la mediación.

La detención de Oumar Sylla y Ibrahima Diallo, al igual que el acoso a los activistas del FNDC por el CNRD, compromete el establecimiento y el éxito de este proceso de mediación.

Adjuntamos dos propuestas de carta (sellos de 1,75 y 1,65 euros)

Fax de la embajada en Paris: (+33) 1 47.04.57.65

**CARTAS A ENVIAR**

 . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . , le . . . aout 2022

**Mr. le Colonel Mamady Doumbouya**

Président de la Transition

Présidence du Bureau de la Transition

CONAKRY

Guinèe

Monsieur le Président:

Connaissant les faits par l'intermédiaire de l'ACAT-Espagne/Catalogne, affiliée à la Fédération Internationale de l'Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture (FIACAT), je suis très préoccupé par la situation des deux militants **Oumar Sylla** et **Ibrahima Diallo**, défenseurs des Droits de l'Homme et violemment arrêtés le 30 juillet 2022 par des patrouilles militaires lourdement armées. Il est triste que des personnalités civiques qui pourraient aider le gouvernement à une mise en œuvre générale des Droits de l'Homme soient réprimées et persécutées.

Dans un premier temps, il faut que le Comité National pour la Réconciliation et le Développement (CNRD), actuellement chargé de faire apparaître une coexistence normale entre les citoyens, mette immédiatement fin à la répression et au harcèlement des militants du TLP-Guinée et du FNDC, ainsi que ceux du reste des citoyens qui ont participé pacifiquement aux manifestations appelées par le FNDC et les autres formations politiques. Il est absolument nécessaire que les forces de l'ordre fassent la distinction entre les manifestants pacifiques qui ont le droit d'affirmer leurs opinions politiques par le biais de manifestations pacifiques, et les manifestants qui ne veulent rien de plus que de créer des émeutes qui n'aident que les intérêts des minorités.

Interdire les manifestations est une restriction des droits de tout citoyen mentionnée dans la lettre de transition et, à ce titre, un motif évident de méfiance envers le CNRD puisqu'elle stipule que «*les libertés d'association, de réunion, de presse et de publication sont garanties*».

Je demande donc au CNRD en général, et à votre Présidence en particulier, que les forces de l'ordre public de la République de Guinée aient pour guide premier un respect absolu des droits des citoyens, en distinguant les manifestants pacifiques de ceux qui commettent des actes violents.

Ce respect de l'expression pacifique des citoyens passe par la libération immédiate et le retrait de toutes les charges retenues contre **Oumar Sylla** et **Ibrahima Diallo**, ce qui, je l'espère, sera une réalité très prochainement. Il faut rétablir sans délai le droit à la liberté de réunion pacifique, l'abandon des persécutions contre les personnes qui souhaitent l'exercer, et la libération des personnes détenues arbitrairement pour avoir exercé ce droit.

Recevez mes salutations les plus respectueuses.

Signature:

Nom: Adresse:

 . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . , le . . . aout 2022

**S. E. Amara Camara, Ambassadeur de la République de Guinèe**

Ambassade de la République de Guinèe

51, rue de la Faisanderie

75116 PARIS

França

Monsieur l’Ambassadeur:

Connaissant les faits par l'intermédiaire de l'ACAT-Espagne/Catalogne, affiliée à la Fédération Internationale de l'Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture (FIACAT), je suis très préoccupé par la situation des deux militants **Oumar Sylla** et **Ibrahima Diallo**, défenseurs des Droits de l'Homme et violemment arrêtés le 30 juillet 2022 par des patrouilles militaires lourdement armées. Il est triste que des personnalités civiques qui pourraient aider le gouvernement à une mise en œuvre générale des Droits de l'Homme soient réprimées et persécutées.

Dans un premier temps, il faut que le Comité National pour la Réconciliation et le Développement (CNRD), actuellement chargé de faire apparaître une coexistence normale entre les citoyens, mette immédiatement fin à la répression et au harcèlement des militants du TLP-Guinée et du FNDC, ainsi que ceux du reste des citoyens qui ont participé pacifiquement aux manifestations appelées par le FNDC et les autres formations politiques. Il est absolument nécessaire que les forces de l'ordre fassent la distinction entre les manifestants pacifiques qui ont le droit d'affirmer leurs opinions politiques par le biais de manifestations pacifiques, et les manifestants qui ne veulent rien de plus que de créer des émeutes qui n'aident que les intérêts des minorités.

Interdire les manifestations est une restriction des droits de tout citoyen mentionnée dans la lettre de transition et, à ce titre, un motif évident de méfiance envers le CNRD puisqu'elle stipule que «*les libertés d'association, de réunion, de presse et de publication sont garanties*».

Je demande, Monsieur l’Ambassadeur, vôtres gestions auprès le gouvernement de la Transition pour que les forces de l'ordre public de la République de Guinée aient pour guide premier un respect absolu des droits des citoyens, en distinguant les manifestants pacifiques de ceux qui commettent des actes violents.

Ce respect de l'expression pacifique des citoyens passe par la libération immédiate et le retrait de toutes les charges retenues contre **Oumar Sylla** et **Ibrahima Diallo**, ce qui, je l'espère, sera une réalité très prochainement. Il faut rétablir sans délai le droit à la liberté de réunion pacifique, l'abandon des persécutions contre les personnes qui souhaitent l'exercer, et la libération des personnes détenues arbitrairement pour avoir exercé ce droit.

Recevez, Monsieur l’Ambassadeur, mes salutations les plus respectueuses.

Signature:

Nom: Adresse:

**TRADUCCIÓN DE LAS CARTAS**

 . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . , . . . de agosto de 2022

**M. el Coronel Mamady Doumbouya**

Presidente de la Transición

Présidence du Bureau de la Transition

CONAKRY

Guinea

Sr. Presidente:

Conociendo los hechos a través de la ACAT-España/Catalunya, afiliada a la Federación Internacional de la Acción de los Cristianos para la Abolición de la Tortura (FIACAT), me preocupa mucho la situación de los dos activistas **Oumar Sylla y Ibrahima Diallo**, defensores de los Derechos Humanos y detenidos violentamente el 30 de julio de 2022 por patrullas militares fuertemente armadas. Es triste que las personalidades cívicas que podrían ayudar al gobierno a una implantación general de los Derechos Humanos se vean reprimidas y perseguidas.

Como primer paso, es necesario que el Comité Nacional de Reconciliación y Desarrollo (CNRD), que es quien tiene actualmente la responsabilidad de hacer aparecer la convivencia normal entre ciudadanos, ponga fin de manera inmediata a la represión y al acoso de los activistas de TLP-Guinea y del FNDC, así como a los del resto de ciudadanos que hayan participado pacíficamente en las manifestaciones convocadas por el FNDC y el resto de formaciones políticas. Es absolutamente necesario que las fuerzas del orden distingan entre manifestantes pacíficos que tienen el derecho de hacer valer sus opiniones a través de manifestaciones pacíficas, y manifestantes que no quieren más que montar disturbios que solo ayuden a intereses minoritarios.

Prohibir manifestaciones es restringir los derechos de todo ciudadano citados en la carta de la transición y, por esto mismo, un motivo claro de desconfianza hacia el CNRD ya que estipula que «*las libertades de asociación, de reunión, de prensa y de publicación están garantizadas*».

Pido, pues, al CNRD en general, y a su Presidencia en particular, que las fuerzas del orden público de la República de Guinea tengan como primera guía un respeto absoluto a los derechos de los ciudadanos, distinguiendo los manifestantes pacíficos de los que realizan actos violentos.

Este respeto de la expresión pacífica de los ciudadanos comporta la liberación inmediata y la retirada de todos los cargos presentados contra **Oumar Sylla** y **Ibrahima Diallo**, que espero sean una realidad bien pronto. Hay que restaurar sin ninguna dilación el derecho a la libertad de reunión pacífica, el abandono de las persecuciones contra las personas que desean ejercerlo, y liberar a las personas arbitrariamente detenidas por haber ejercido este derecho.

Reciba, Sr. Presidente, mis más respetuosos saludos.

Firma:

Nombre: Dirección:

 . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . , . . . de agosto de 2022

**S. E. Amara Camara**

Ambasade de la République de Guinèe

51, rue de la Faisanderie

75116 PARIS

Francia

Sr. Embajador:

Conociendo los hechos a través de la ACAT-España/Catalunya, afiliada a la Federación Internacional de la Acción de los Cristianos para la Abolición de la Tortura (FIACAT), me preocupa mucho la situación de los dos activistas **Oumar Sylla y Ibrahima Diallo**, defensores de los Derechos Humanos y detenidos violentamente el 30 de julio de 2022 por patrullas militares fuertemente armadas. Es triste que las personalidades cívicas que podrían ayudar al gobierno a una implantación general de los Derechos Humanos se vean reprimidas y perseguidas.

Como primer paso, es necesario que el Comité Nacional de Reconciliación y Desarrollo (CNRD), que es quien tiene actualmente la responsabilidad de hacer aparecer la convivencia normal entre ciudadanos, ponga fin de manera inmediata a la represión y al acoso de los activistas de TLP-Guinea y del FNDC, así como a los del resto de ciudadanos que hayan participado pacíficamente en las manifestaciones convocadas por el FNDC y el resto de formaciones políticas. Es absolutamente necesario que las fuerzas del orden distingan entre manifestantes pacíficos que tienen el derecho de hacer valer sus opiniones a través de manifestaciones pacíficas, y manifestantes que no quieren más que montar disturbios que solo ayuden a intereses minoritarios.

Prohibir manifestaciones es restringir los derechos de todo ciudadano citados en la carta de la transición y, por esto mismo, un motivo claro de desconfianza hacia el CNRD ya que estipula que «*las libertades de asociación, de reunión, de prensa y de publicación están garantizadas*».

Le pido, pues, Sr. Embajador, sus gestiones ante el CNRD para que las fuerzas del orden público de la República de Guinea tengan como primera guía un respeto absoluto a los derechos de los ciudadanos, distinguiendo los manifestantes pacíficos de los que realizan actos violentos.

Este respeto de la expresión pacífica de los ciudadanos comporta la liberación inmediata y la retirada de todos los cargos presentados contra **Oumar Sylla** y **Ibrahima Diallo**, que espero sean una realidad bien pronto. Hay que restaurar sin ninguna dilación el derecho a la libertad de reunión pacífica, el abandono de las persecuciones contra las personas que desean ejercerlo, y liberar a las personas arbitrariamente detenidas por haber ejercido este derecho.

Reciba, Sr. Embajador, mis más respetuosos saludos.

Firma:

Nombre: Dirección: